



« Nourrir les villes par la production familiale locale en Afrique de l'Ouest »

*Une présentation de Nicolas Bricas, socio-économiste
au Centre de coopération internationale en recherche agronomique
pour le développement (Cirad), UMR Moisa, Montpellier.*

Introduction

Cette présentation découle d'un travail de recherche, conduit par le CIRAD et le Centre Agrhymet du CILSS à Niamey, avec le soutien du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et de l'Agence française de développement (AFD). Il a conduit à évaluer le rôle économique du marché alimentaire urbain dans la dynamique du secteur agricole de l'Afrique de l'Ouest. Cette recherche plutôt macro-économique vient compléter le constat répété au travers de multiples enquêtes de terrain du rôle d'entraînement de l'urbanisation sur le développement agricole.

Le discours dominant des ONG travaillant sur les questions agricoles et alimentaires, consiste à dire que l'Afrique a souffert du commerce international et que la libéralisation des échanges agricoles, en réduisant la possibilité de protéger les marchés, a empêché le développement de l'agriculture africaine. Cette posture occulte le dynamisme de l'agriculture africaine qui n'a cessé de se développer depuis les années 80. Les questions de compétitivité et de protection des marchés deviennent aujourd'hui secondaires. Continuer à dénoncer la Politique agricole commune (PAC) et les subventions à l'exportation revient à se tromper de combat. Les crises alimentaires de 2007-2008 ont montré que le monde avait profondément changé. Les acteurs du milieu de la solidarité internationale devraient adapter leur stratégie en conséquence.

Alimentation urbaine et développement agricole en Afrique de l'Ouest

Urbanisation et dynamisme agricole

L'urbanisation très rapide des capitales d'Afrique subsaharienne est la première donnée contextuelle majeure à prendre en considération. Même s'il tend à ralentir un peu, ce rythme de croissance est inédit. Le phénomène touche désormais les villes secondaires. Or si l'on exclut les situations de guerre, force est de constater qu'aucune ville africaine n'a eu à souffrir de pénurie alimentaire. Les filières d'approvisionnement des villes se sont développées à une vitesse étonnante. Le recours au marché international a permis de compléter les disponibilités.

Facteur d'urbanisation, l'exode rural est lié à la pauvreté des paysans. Mais l'insuffisance de leurs revenus ne suffit pas expliquer leur migration vers les villes. Le décalage croissant entre les modes de vie ruraux et urbains, entre les conditions d'accès à la santé, à l'éducation, aux marchés, aux opportunités d'entreprendre est aussi en cause. Une enquête a été menée dans des zones où l'igname commerciale a connu un fort développement. Malgré des revenus relativement élevés, les jeunes souhaitent migrer en ville car ils ont peu d'opportunités de vivre mieux. Investir dans le **développement et l'aménagement rural** et pas seulement dans l'agriculture est donc aussi important que d'augmenter le revenu des producteurs.

L'expansion urbaine se propage maintenant aux **villes secondaires**, en générant des effets sur les territoires et les dynamiques agricoles. Ainsi les marchés agricoles ruraux se développent. Comment et qui va répondre à cette nouvelle demande ?

En termes démographiques, le Nigéria a cinquante ans d'avance sur les autres pays ouest-africains. La densité de population des pays voisins correspond à celle du Nigeria dans les années 60. Une vraie révolution agricole s'en est suivie. Cette tendance préfigure sans doute l'évolution de l'ensemble de la région. Les villes constituent un marché et l'agriculture se

transforme au fur et à mesure qu'elle répond à la demande urbaine. Si l'on observe l'évolution dans le temps de la cartographie des « tensions de marchés », on constate qu'à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, la connexion de l'ensemble des territoires avec les marchés est globalement bonne.

La forte augmentation de la production agricole africaine remonte en réalité au milieu des années 80, au moment même où les Etats se désengagent des politiques agricoles sous l'impulsion des institutions financières internationales. A cette période, les principales villes ouest-africaines ont commencé à atteindre une taille critique, propice au **développement de marchés urbains**. Le désengagement de l'Etat a légitimé le secteur privé intérieur et favorisé le développement du **secteur de l'intermédiation**, c'est-à-dire l'ensemble des acteurs qui permettent de collecter, conditionner, transformer, transporter et distribuer les produits agricoles du milieu rural au milieu urbain. Ce secteur en retour, a stimulé la production agricole. Peu ou mal reconnu politiquement, il n'existe pourtant pas officiellement. Souvent pris en charge par les femmes, il est soit confondu avec l'activité agricole, soit assimilé en zone urbaine avec du micro-commerce.

La croissance urbaine a eu un second effet d'entraînement sur les **innovations paysannes** et leur propagation dans la sous-région. Les systèmes de production de l'igname ont par exemple été révolutionnés au Nigéria. Diffusées à l'ensemble de la zone côtière d'Afrique de l'Ouest, ces innovations ont provoqué une explosion de la production.

Concernant les productions céréalières (fonio, maïs, riz paddy, mil, sorgho), la libéralisation n'a pas entraîné un effondrement des cultures locales, bien au contraire. Le même constat peut être fait concernant la production de tubercules, de légumineuses, d'oléagineux, de produits maraîchers ou de produits de l'élevage. L'ancienne opposition entre les cultures de rente pour l'exportation et les cultures vivrières pour l'autoconsommation n'a plus de sens. Le vivrier est devenu cultures de rentes. D'anciennes cultures de rente sont devenues des cultures vivrières pour les marchés intérieurs. C'est par exemple le cas de l'huile de palme.

Alimentation urbaine et production alimentaire locale

Le CIRAD a analysé des résultats d'enquêtes sur la répartition du budget alimentaire en valeur et la provenance des denrées consommées par les ménages ouest-africains. Réalisée auprès de gros échantillons de ménages dans les villes de Dakar, Bamako, Ouagadougou, Abidjan et Cotonou, cette étude fournit deux résultats majeurs :

- en moyenne, les produits glucidiques de base (céréales et tubercules) comptent pour un 1/3 du budget, les produits animaux pour 1/3 également, et le reste (huiles, légumes, condiments, fruits, etc.) compose le dernier 1/3 ;
- entre **la moitié et les deux tiers du marché** alimentaire urbain ouest-africain (d'une valeur de 150 à 200 milliards de CFA par million d'habitants) est fourni par la **production locale**. Si l'on prend en compte les produits issus de la sous-région, on atteint les ¾ de ce marché¹.

Plusieurs enseignements en découlent :

- **dire que l'Afrique dépend des marchés internationaux pour se nourrir est erroné**. Si l'on analyse uniquement le cas des céréales, la dépendance s'accroît effectivement dans plusieurs pays. Pas dans tous, loin s'en faut. Si l'on se penche sur la question des céréales au Sénégal, la dépendance est alors très forte, à l'inverse par exemple du Mali voisin. Si l'on raisonne en termes d'apports caloriques (surtout assurés par l'apport glucidique, donc les céréales), la dépendance de l'Afrique de l'Ouest vis-à-vis des marchés internationaux est donc plus importante que sur

¹ Concernant le risque de biais déclaratif sur la provenance des aliments, une catégorie « provenance indéterminée » a été créée. Elle reste faible. L'origine du maïs, du mil, du sorgho, de l'huile de palme rouge ne fait par exemple aucun doute. De plus, les données recueillies et extrapolées ont été croisées avec les données d'importations. Le doute subsiste effectivement sur l'origine des oignons (Pays-Bas ou Tchad ?). Mais de manière générale, le CIRAD observe que les ménages savent très bien décrire les produits achetés.

l'ensemble du panier alimentaire moyen. Mais il ne s'agit pas pour autant d'un renversement de tendance par rapport aux proportions indiquées ci-dessus. La dépendance alimentaire de l'Afrique de l'Ouest s'est accrue jusque dans les années 80, elle décroît depuis ;

- **le marché régional est finalement encore relativement faible.** Sauf dans le cas du Niger, dont l'alimentation repose fortement sur des importations du Nigéria, ce marché reste modeste quantitativement en valeur économique, même s'il représente des milliers de tonnes et des milliers d'acteurs ;
- **le marché intérieur constitue le principal débouché des agriculteurs africains.** En ne considérant que les capitales, les marchés alimentaires domestiques sont en effet plus importants que les marchés à l'exportation. Le marché intérieur présente toutefois un inconvénient majeur : il ne génère pas de devises, pourtant indispensables pour acheter des biens manufacturés que l'Afrique de l'Ouest ne produit pas ou trop peu (pétrole, produits manufacturés, véhicules, etc.). Générateurs de devises, les marchés d'exportations sont donc importants à maintenir.

Marchés émergents et pauvreté

En particulier dans certains pays, on voit émerger dans les statistiques le développement d'une **classe moyenne africaine** qui constitue un marché émergent de consommateurs. Il ne faut pas pour autant que l'intérêt croissant suscité par cette émergence fasse oublier la réalité du nombre : la pauvreté reste forte et les inégalités se creusent.

Jusqu'à présent centrés sur des productions destinées à l'exportation, les investisseurs étrangers s'intéressent désormais aux marchés intérieurs africains et à leurs potentialités en matière de grande distribution ou de transformation agroindustrielle. Quant aux pays émergents (Chine, Brésil, Afrique du Sud, Inde), l'Afrique représente dès à présent pour eux un enjeu majeur. Ils y investissent massivement, avec des tentatives d'implantations un peu partout. Le risque est une forte segmentation du marché alimentaire avec **l'apparition d'un marché dual** : d'un côté des marchés en plein air achalandés de produits à faible valeur ajoutée et de l'autre des supermarchés fournis de produits agroindustriels. En matière de développement, **l'affaiblissement du secteur de l'intermédiation** (petits transformateurs, vendeurs de rue, etc.) est à craindre. En Asie ou en Amérique Latine par exemple, des milliers d'emplois sont menacés par des réglementations destinées à améliorer la qualité sanitaire des aliments : les vendeuses de rue et les artisans transformateurs sont les premiers touchés.

En matière de réduction de la pauvreté, un même constat se vérifie toujours : **l'augmentation de la production agricole ne règle pas pour autant la faim** et la malnutrition dans le monde. En France en 2010, un million de personnes déclarent qu'elles n'ont pas assez à manger. Le problème alimentaire ne se réduit pas à un problème agricole. C'est ce qu'illustre « le paradoxe de Sikasso » : dans cette zone du Mali, alors que la production agricole augmentait, les indicateurs de malnutrition infantile se dégradaient. Il est donc indispensable de décloisonner la réflexion et de jouer autant sur la disponibilité alimentaire que sur les politiques d'emplois, d'éducation, de soin et de santé. L'originalité et l'efficacité du programme gouvernemental brésilien « Faim Zéro » repose précisément sur une **alliance politique multisectorielle** inédite. C'est cette **coordination d'efforts** (production agricole, santé, soins, infrastructures, etc.) qui a été déterminante.

Emploi et agriculture en Afrique de l'Ouest

L'un des grands enjeux de l'agriculture africaine est en particulier de créer de l'emploi. En Afrique de l'Ouest, la création de 30 000 emplois par million d'habitants est nécessaire pour absorber les jeunes arrivant sur le marché du travail. Les documents de réduction de la pauvreté, qui visent 5 000 emplois par an, sous-estiment tout à fait le problème. La **création d'emplois ruraux non agricoles** devrait être beaucoup plus fortement encouragée.

Mais on se heurte à une **vraie difficulté de dialogue avec les politiques**. Il existe un syndicat mondial des vendeuses de rue. Accompagner ce secteur pour le faire évoluer (prévoir un accès systématique à l'eau potable par exemple) est tout à fait indispensable pour défendre ce type d'emploi. De même, il n'existe aucune école professionnelle pour apprendre les métiers de l'alimentation dans toute l'Afrique de l'Ouest. Totalement négligé par les politiques, ce secteur de la petite restauration de rue fournit pourtant un emploi précieux à une population souvent précaire et la nourrit de produits typiques de la cuisine locale à coût abordable.

Quel type d'agriculture va produire le plus d'emploi demain ? La FAO travaille avec le Cirad et divers partenaires sur un projet d'Observatoire des agricultures du monde, permettant de mieux caractériser les systèmes agricoles au travers de leur productivité mais aussi leur impact environnemental, social, etc. Or, il faut se méfier des *à priori* en la matière. En France, nous avons tendance à **survaloriser l'agriculture familiale**. Au CIRAD, une doctorante africaine achève quatre ans de recherche sur le sujet, qui ont ébranlé ses convictions en faveur de l'agriculture familiale. Elle conclut que les gens vivent mieux dans l'agriculture salariale que familiale. Ce n'est qu'un exemple et il convient de ne pas généraliser. Mais il faut comparer sérieusement les différents types d'agriculture face aux nouveaux enjeux. Il faut par ailleurs se garder de l'écueil dichotomique : entre la grosse exploitation industrielle et le petit paysan, coexistent de nombreux modèles intermédiaires.

Marchés internationaux : nouvelle donne et stratégies économiques

Spéculation et hausse des cours agricoles en 2008

La crise alimentaire de 2008 a relancé le débat sur le rôle de la spéculation. Or malgré de nombreux travaux, il reste difficile de **prouver la corrélation** entre la spéculation financière sur les marchés à terme et la hausse des prix agricoles. La spéculation observée sur les marchés à terme est forte dès mi 2004 et ce jusqu'en 2007, sans pour autant susciter de mouvements de prix significatifs. A partir de 2007, la spéculation baisse et les prix montent. Les contrats spéculatifs remontent ensuite, sans corrélation visible.

La spéculation physique, avec des intermédiaires qui achètent et qui stockent, existe bel et bien. Ces mouvements sont très opaques et les données qui s'y réfèrent sont inaccessibles. En conséquence, l'attention se sur-focalise sur les marchés à terme. A la question « est-ce que qu'on pourrait réguler davantage ? », la réponse n'est pas évidente car le marché est opaque, extrêmement complexe et difficile à interpréter. Le **coût d'un surcroît de régulation financière** risque d'être prohibitif, sans forcément générer pour autant les effets escomptés.

L'explication de la hausse des prix en 2008 est une **conjonction d'éléments** : essoufflement de la croissance de l'offre, faiblesse des stocks, augmentation du prix du pétrole, demande croissante en agrocarburants, blocage des exportations par quelques pays. Aussi légitimes qu'ils soient, ces blocages ont créé une vraie tension en raréfiant l'offre sur les marchés internationaux et en faisant grimper les prix.

Tensions durables sur les marchés internationaux

Depuis la crise alimentaire de 2008, les **prix agricoles restent à un niveau très élevé**. Selon les spécialistes, l'offre et la demande vont rester durablement tendues. La demande mondiale croît et l'offre difficilement, d'autant que l'intensification à coup d'engrais et de pesticides est remise en cause pour ses effets dévastateurs sur l'environnement. De plus, il n'y a **plus de stocks** au niveau mondial pour amortir les chocs (climatiques ou autres) et il n'y a à priori aucune perspective de les reconstituer, car les Etats ne souhaitent plus en assumer le coût.

Face à cette situation, deux options politiques sont possibles, que l'on oppose souvent alors qu'on pourrait les combiner :

- **le laisser-faire** (option dominante) : le recours à des politiques interventionnistes sur les prix est exclu. Les gouvernements se résignent à de nouvelles flambées des prix et y font face grâce à des filets de sécurité et des mécanismes assurantiels qui augmentent la résilience des consommateurs ;
- **l'interventionnisme** : pour éviter de nouvelles flambées des prix, la détente du marché est recherchée. Pour cela, deux mécanismes sont possibles :
 - o **augmenter l'offre**, en relançant la production agricole et en reconstituant des stocks grâce aux excédents ;
 - o **réduire la demande**. Cette proposition, qui renvoie au tabou de la décroissance, a du mal à percer faute de modèle économique pour l'argumenter. Pourtant, la consommation énergétique actuelle ou les agrocarburants ont été conçus dans une période d'abondance et d'excédents qui n'est plus d'actualité. Concernant la consommation animale, la réduction de la demande signifie tout bonnement de manger moins. Encore tabou, cette question de la réduction de la consommation, notamment de produits animaux, commence à sortir dans les réflexions prospectives : l'exercice Agrimonde de l'Inra et du Cirad ou le The Foresight project Global Food and Farming Futures britannique de 2011.

Développement durable et solidarité du partage

Agroécologie et droit au développement

S'il y a bien un consensus international face à la crise alimentaire actuelle, c'est bien, comme à la fin des années 70, celui du nécessaire accroissement de la production agricole. Mais le contexte est aujourd'hui bien différent. Les conséquences environnementales et sociales de l'intensification agricole telle qu'elle a été pratiquée dans les pays industrialisés sont aujourd'hui connues et montrent qu'il faut rechercher une nouvelle façon de produire, et surtout de transformer, transporter, commercialiser, distribuer, etc. Car c'est surtout en aval de la filière que les effets sur l'environnement sont les plus importants. Dans le domaine de la production agricole, on commence à accumuler des références pour rendre compatible la croissance agricole, la gestion de l'environnement et l'équité sociale. Le dernier rapport d'Olivier de Schutter, Rapporteur spécial des Nations unies pour le Droit à l'alimentation, constate ainsi **l'efficacité de l'agroécologie** à l'échelle locale et préconise de généraliser cette approche. C'est dans ce sens que travaille aujourd'hui le Cirad avec ses partenaires dans les pays des Suds.

Promouvoir des systèmes alternatifs agricole ou agro-alimentaire dans la coopération avec les pays des Suds n'est cependant pas forcément évident. Les pays industrialisés ont en effet construit leur pouvoir économique par un système prédateur de ressources (énergétiques, biodiversité, fertilité des sols, etc.), et destructeur de l'environnement. Proposer de ne pas suivre cette voie peut être mal perçu par des pays qui souhaitent monter en puissance rapidement sur les marchés internationaux et les nouvelles contraintes imposées dans les échanges au nom du développement durable, du climat ou de la santé peuvent être interprétées par certains pays comme de nouvelles barrières non tarifaires pour l'accès aux marchés des pays riches.

Dans le débat commercial, les positions de pays du Nord sont parfois ambiguës. La France, par exemple, est **toujours suspectée de vouloir défendre une protection de sa propre agriculture** et de ses marchés lorsqu'elle défend la régulation des marchés agricoles pour la sécurité alimentaire. Nous sommes en effet l'un des rares pays où, sur les négociations commerciales, les positions des syndicats agricoles et des ONG de solidarité internationale sont généralement en phase. Pourtant, cette protection des agricultures des pays industrialisés a été dommageable pour les pays des Suds. Certes, ces pays ont pu bénéficier des excédents de céréales à bas prix sur les marchés internationaux pour compléter leurs

disponibilités alimentaires, mais cela a découragé nombre de productions locales. Aujourd'hui encore, la promotion des agro-carburants conduit à tendre le marché et contribue aux hausses de prix que l'on connaît.

Changement d'ère, nouveau paradigme pour la solidarité internationale

L'humanité sort d'une période caractérisée par l'abondance. Jusqu'à présent, la solidarité se manifestait majoritairement par le **don et la redistribution : aide, transfert de savoirs, de technologies, de capitaux**. Aujourd'hui, un contexte généralisé de ressources rares succède à l'abondance. Alors que la fin du pétrole est déjà programmée, les futures ressources rares (l'eau et le phosphate) seront l'objet d'une vive compétition. Tous les livres blancs de la défense prévoient un monde plus tendu. Il devient urgent et indispensable de **repenser la solidarité en termes de partage**.

Pour plus d'informations sur le CIRAD : www.cirad.fr